



# les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 751  
22 avril 2003

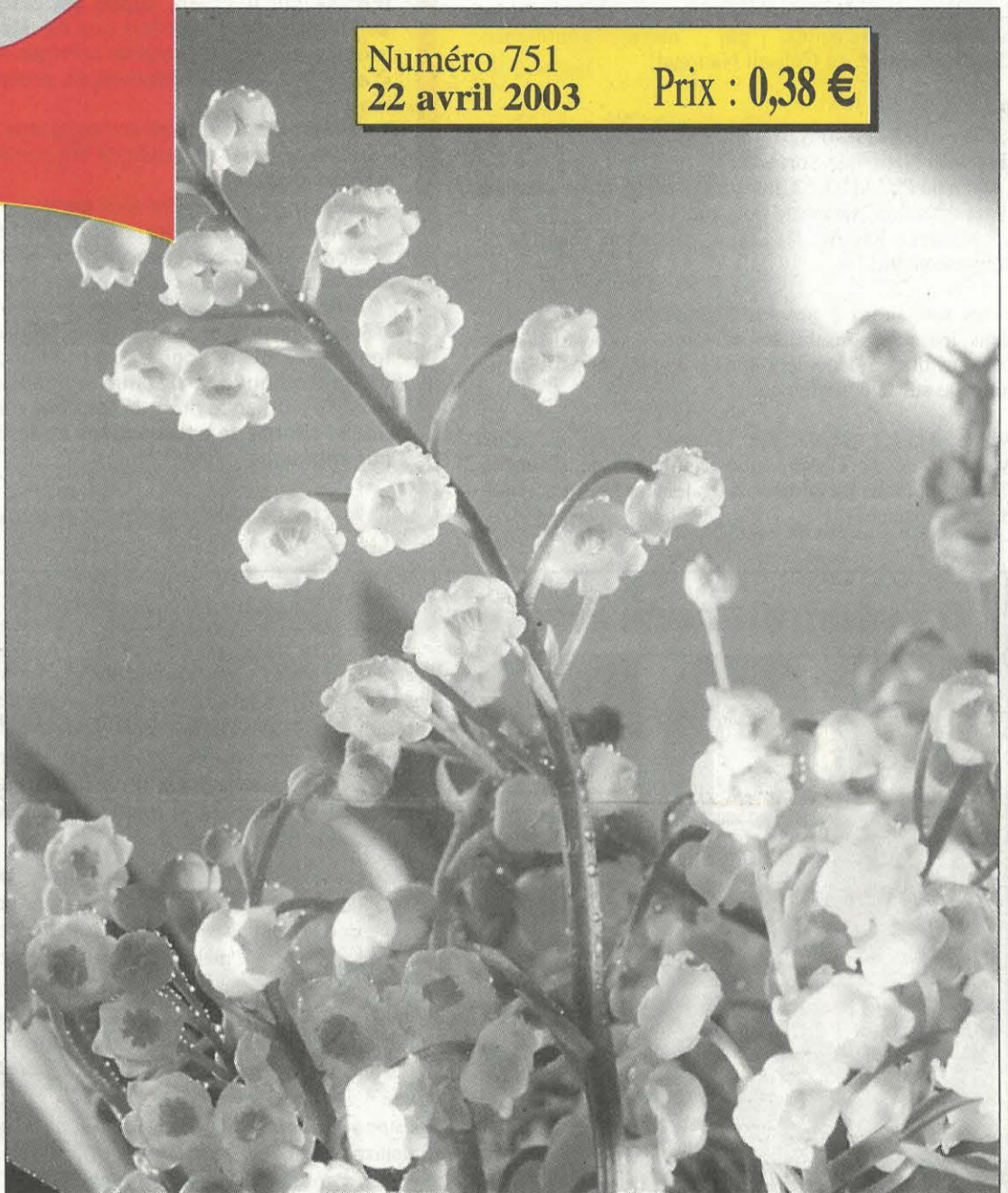
Prix : 0,38 €

**Le 1<sup>er</sup> Mai 2003**

**Contre la droite  
et le Médef**

**Pour la construction  
d'une alternative  
politique à gauche**

**Pour la solidarité  
internationale,  
la paix dans le monde,  
la liberté  
des peuples**



**Participez aux manifestations organisées dans le département**

**Vite  
lu**

Bienvenue pour ce 751<sup>ème</sup> numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique, qui se propose de faire avec vous plusieurs tours de notre département.

Nous reviendrons d'abord sur les suites des Assemblées Générales de section et du Congrès Départemental, avec notamment

des clichés des différents responsables et de ce qui a bougé.

Nous nous arrêterons sur les questions sociales et économiques aux Chantiers de l'Atlantique, chez Applix, à la Caisse primaire d'assurances maladie de Saint-Nazaire, en regardant dans une série de villes, les communistes mener une activité de proximité à l'écoute des questions posées à leurs concitoyens.

Il y a un an la surprise du résultat du premier tour de l'élection présidentielle faisait la Une de tous les journaux, de tous les édito. Les communistes cherchaient à comprendre pourquoi leur candidat Robert Hue n'avait pas atteint la barre fatidique des 5%. Le Pen était arrivé au deuxième tour. Pour la première fois, depuis que la 5<sup>ème</sup> république existe, un candidat d'extrême droite, crachant son venin raciste et haineux, pouvait entre autre parce que la gauche n'avait pas répondu aux attentes des français, être à cette place dans une élection de cette importance.

Certes, si la riposte s'organisait, cela n'empêchait pas le mal d'être fait. Le 1<sup>er</sup> mai qui s'en suivit fut d'une rare mobilisation mais la droite était installée et bien installée pour mener une politique de remise en cause de décennies de luttes ouvrières et de combats politiques pour lesquels le Parti Communiste avait largement contribué.

Tout était bon pour la droite, les nantis, le patronat... pour crier haut et fort que le Parti Communiste avait vécu, qu'il était maintenant du passé. Le parti socialiste en appelait au grand parti unique à gauche, comme pour en remettre une couche. Malgré cela, nous sommes toujours là. La classe politique de notre pays est obligée de composer avec un Parti Communiste en France.

Certes, nous avons été affaibli, notre 32<sup>ème</sup> congrès a montré toute la complexité de la situation politique. Y compris parmi les communistes des questions fortes émergent, des militants s'interrogent, mais à l'image des travaux de notre 36<sup>ème</sup> congrès départemental tout laisse à penser que nous sommes là et bien là avec la volonté de travailler pour changer cette société d'injustices, de désordres et d'oppression des hommes

Notre raison d'être demeure d'actualité celle d'être Communiste non pas pour nous même, car cela ne servirait à rien, mais pour notre peuple, pour en finir avec la domination de l'argent sur les hommes. A ceux qui pourraient en douter je crois que nous avons encore beaucoup de choses à faire. Voilà ce qu'est être communiste aujourd'hui.

**De vous à moi...**

**Conseil National**

Le 32ème congrès du parti communiste a élu les trois candidats présentés par notre conférence Départementale, au Conseil National.

Il s'agit de :

- Gilles BONTEMPS, 52 ans qui était membre de la direction Nationale Sortante.
- Michèle PICAUD, 53 ans qui était également membre de la direction Nationale Sortante.
- Michel RICA, 48 ans Nouveau secrétaire Départemental

Nous souhaitons à nos trois camarades pleins succès dans leurs responsabilités et sommes convaincus de l'apport qui en découlera dans l'activité du parti communiste sur le département.

Marie Annick BENATRE a quant à elle été élue Membre de la Commission Nationale de Contrôle Financier. Nous lui adressons également tous nos vœux de pleins succès.

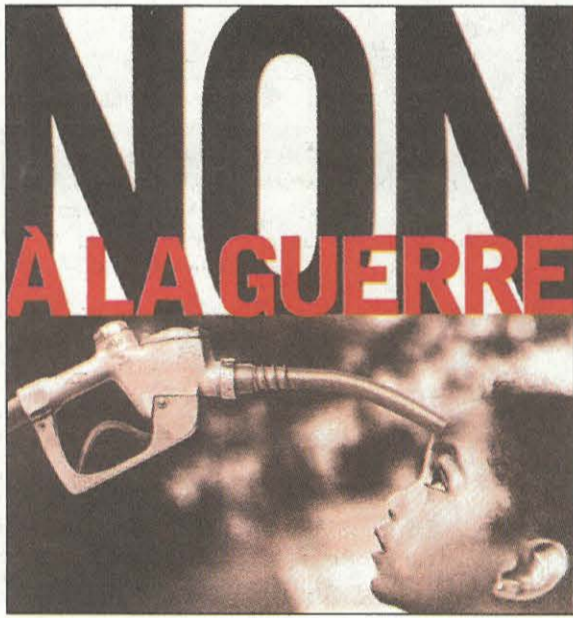
Il y a un an déjà venait de se dérouler le premier tour de l'élection présidentielle. J'imagine aujourd'hui notre brave président rêver tout haut avant de s'endormir au bonheur qu'il aurait de diriger une France amnésique où les paroles s'envoleraient, où les mémoires s'évanouiraient. C'est vrai, rendez-vous compte depuis le temps qu'il est " entré en politique " ce brave homme, il a fallu qu'il en fasse des promesses et des promesses et ensuite surfer sur la vague pour ne pas les tenir. Un vrai travail de pro quoi. Non, non, ne riez pas, ce n'est pas si facile que ça. Regardez ce qui lui est arrivé à notre brave président en 1995. Une affaire rondement menée pourtant mais qui a vite tourné court " J'te propose un deal, nous a-t-il dit : tu m'donnes ta voix et j'te règle la fracture sociale " Raté...la boutique est tombée sur le chien, Juppé est disqualifié, l'assemblée nationale est dissoute et on connaît la suite. Mais c'est plus fort que lui. Même avec l'expérience et en vieillissant, notre toujours brave président n'arrive pas à se corriger. C'est ainsi qu'en reprenant sa profession de foi pour l'élection présidentielle de 2002 on croit rêver :

*" Je mettrai en œuvre un ambitieux programme de reconstruction de logement "*  
*" Je veux aussi réimplanter les services publics de proximité, en zones rurales comme dans les agglomérations "*  
*" La France doit avant tout garder son système de retraite par répartition "*  
*" Chacun aura désormais un compte personnel de formation "*  
*" Mon choix, c'est le choix de la croissance et de l'emploi " " Dans leur diversité les familles ont besoin d'être aidés davantage. "*  
*" En cinq ans nous devons créer un million d'entreprises "*

Mais aujourd'hui qu'en est-il ? Les promesses sont passées aux oubliettes et dans le même temps les plans sociaux se multiplient, l'emploi se dégrade, l'inflation reprend du service et grignote les pouvoirs d'achat, le dialogue social est confisqué etc... Oui, il y a un an le premier tour des élections présidentielles se déroulait et nous sommes toujours dans l'attente de perspectives concrètes d'une alternative politique comme veulent construire les communistes

Y.C.

**On voudrait nous prendre pour des c... que l'on ne s'y prendrait pas autrement**



Il est évident que des milliers de tonnes de bombes déversées sur les villes d'Irak ne peuvent pas faire de victimes parmi les populations civiles ou presque pas. Il est évident que l'armée Américaine et Britannique broie tout sur son passage mais que des milliers d'hommes et de femmes, d'enfants les regardent sans trop d'effets collatéraux. On nous montre des images de rues de Bagdad, de Bassorah ou autres, jonchées de gravas, dans un paysage de ruines, où les colonnes de fumées noires n'en finissent pas d'obscurcir le ciel mais il n'y avait pas grand-chose. On laisse se perpétuer les pillages, les règlements de compte pour peut-être mieux faire admettre qu'ensuite, il faudra un régime fort pour assurer... la main mise des américains et des trusts pétroliers sur l'Irak et sur son peuple. Nous ne sommes pas dupes sur les raisons de cette guerre meurtrière qui avait pour objectif officiel la destruction de stock d'armes de destruction massive et la chute de Saddam.

En fait, les GI mettent beaucoup d'ardeur pour annexer les points de pétrole et toutes les richesses que renferme le sol irakien et ensuite, ils permettront d'installer le successeur du dictateur : un général américain en retraite proche des faucons de Washington, reconverti en marchand d'armes, aidé d'un irakien en exil continu, condamné pour détournement de fonds à plusieurs décennies de prison en Jordanie. Souvenons-nous de l'Afghanistan ! Où sont passés les libérateurs de Bush qui ont mis en place un régime " démocratique " à la botte des USA. Demandons aux femmes afghanes si l'amélioration de leurs conditions est toujours une préoccupation. Nous affirmons que notre camp est toujours celui de la paix, de la liberté des peuples et des hommes et que nous nous résignerons devant aucune armée, serait-ce celle de l'oncle Sam, afin de crier libre et debout-Démocratie !

**Jean-Louis Le Corre s'adresse aux maires du département**

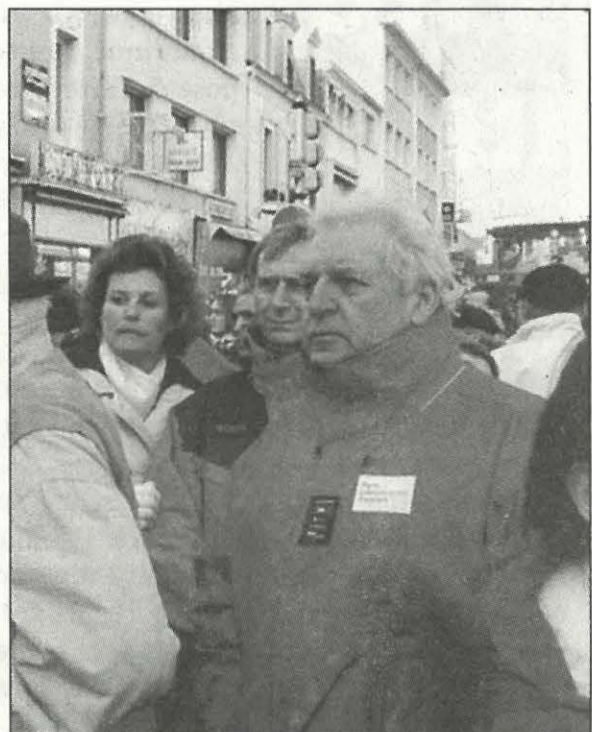
Dans un courrier adressé aux Maires du département, Jean Louis LE CORRE, 1er magistrat de Trignac et Conseiller Général Communiste, propose d'amplifier l'action déjà engagée pour la paix en Irak et sollicite ses collègues Maires pour qu'ensemble, il marque leur volonté de donner à l'ONU une place primordiale dans le règlement des questions liées à ce conflit.

Voici le contenu de cette lettre :

Madame, Monsieur le Maire et Cher(e) Collègue,

Je vous avais sollicité récemment pour exprimer notre soutien en faveur de la Paix en IRAK, et pour appuyer la position de la France, exprimée par Monsieur CHIRAC, Président de la République. Vous avez été nombreux à répondre à mon appel, ainsi qu'à celui de notre collègue Marc JUSTY, Maire de Saint Joachim (44). Permettez-moi de vous exprimer mes remerciements, et de bien vouloir les transmettre à celles et ceux qui, au sein de votre Conseil Municipal, ont également affirmé leur soutien à cette initiative. Toutefois, malgré nos efforts communs, malgré la forte mobilisation des femmes et des hommes épris de justice et de Paix, G. W. BUSH et T. BLAIR ont déclenché la guerre en IRAK, au mépris de l'ONU, de la voix des Peuples du monde et de la majorité des Etats de la planète, la guerre de conquête d'une

région du monde, au nom de la domination Nord Américaine, tourne dans l'horreur, une page de notre histoire. C'est une guerre illégitime qui démontre hélas, l'incapacité à résoudre les grands enjeux planétaires. Une fois encore, les intérêts stratégiques, politiques, économiques des Etats-Unis et de ses alliés, plongent dans le fléau de la guerre, des millions d'hommes, de femmes, d'enfants qui ne portent aucune responsabilité dans ce conflit. La cause de la Paix n'est pas anéantie. Les Peuples du monde ont résisté au déclenchement de cette guerre " hors la loi ". La voie d'un autre avenir dans la Paix, cimente chaque jour une conscience citoyenne mondiale. Sans relâche, nous devons poursuivre nos efforts pour faire cesser cette folie dominatrice et guerrière. Pour cela, il nous est possible à nous, Elus des Communes de Loire Atlantique, de faire flotter aux frontons de nos Villes, petites et grandes, le drapeau de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Comme déjà l'ont accompli de nombreuses Villes de France, je vous invite à ce geste symbolique du souhait de voir triompher la volonté de Paix issue des résolutions de l'ONU sur la politique guerrière et du fait accompli. Je suis persuadé qu'ainsi, au-delà de nos différences, nous marquerons notre volonté de résister, de manifester, de tout faire pour faire cesser l'horreur des armes, pour imposer la Paix.



### La vie du Parti

Les récentes assemblées générales de sections qui se sont déroulées dans le cadre de la préparation du 36ème congrès départemental, ont amené à débattre et à élire les directions dans chacune des sections du Parti dans le département. Nous vous proposons d'effectuer ensemble un tour de Loire-Atlantique afin de mieux faire connaissance avec chacune des directions élues



### Comité départemental

Comme nous le précisons dans le dernier numéro des Nouvelles, la direction départementale du Parti Communiste Français issue du 36ème Congrès, comprendra 43 membres.

8 Camarades pour des raisons professionnelles ou personnelles n'ont pas souhaité et demandé à faire partie de la nouvelle Direction départementale.

Il s'agit de Laurent BELLLOT, Delphine BOUFENIE, Claude CONSTANT, Jeannine DUSSEAUX, Ariane HENRY, François LE BAILLY, Sara NOUVEAU et Laurianne PICAUD.

Nous tenons à salué le travail effectué par ces Camarades et particulièrement pour deux d'entre eux qui ont donné longtemps et beaucoup au Parti Communiste dans les instances dirigeantes du Département.

Il s'agit de :

#### Jeannine Dusseaux

retraitée des cheminots

Elle a eu de nombreuses responsabilités au sein de différentes sections de notre Département : aux cheminots, à la Vallée de l'Erdre, à Saint Herblain Gesvres et Cens, à la Basse Loire.

Élue au Comité fédéral en 1994, elle a assuré avec ferveur et dynamisme l'activité en direction des retraités et impulsé de nombreuses initiatives avec le Collectif qu'elle avait mis en place. A ce titre, elle participait jusqu'au 32ème Congrès au Collectif national des Retraités.

"Ce n'est pas parce que j'arrête mes responsabilités au niveau départemental, devait-elle nous dire, que je ne serais plus engagée dans le combat politique. J'entends bien continuer à m'investir au sein de ma section et de ma cellule".

#### Claude Constant

Claude fait partie de ces camarades qui ont, par leur "ancienneté" militante au sein de la Direction départementale, participé à faire de la Fédération, ce qu'elle est aujourd'hui.

C'est en effet, le 22 août 1979 que Claude est élu pour la 1ère fois au Comité fédéral. Il sera membre du Bureau fédéral en janvier 1982.

Son expérience militante dans le parti, d'abord à Rezé où il fut secrétaire de la section et ensuite à Nantes, fait de lui un militant apprécié et écouté.

Claude qui bénéficie d'un départ en préretraite de France Télécom, va maintenant orienter son activité militante sur Nantes où il est membre de la Direction de section et Adjoint au Maire.

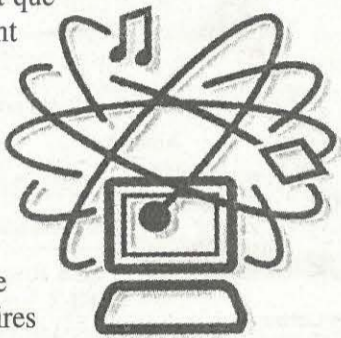
Tout en sachant que ces deux Camarades jugeront superflues ces quelques lignes dans les Nouvelles, nous tenions tout de même à les écrire et à leur souhaiter à tous les deux :

"Bonne chance dans vos nouvelles responsabilités"

**Ouvrons le haut débit**

Depuis plusieurs mois, un collectif "Pour l'ADSL à Savenay" fait circuler une pétition pour obtenir le déploiement de l'Internet haut débit sur le canton de Savenay.

Lors du conseil municipal de Savenay du 6 mars 2003, les élus communistes ont proposé que la municipalité se prononce en faveur de ce déploiement. L'élue écologiste a été l'un des rares conseillers à s'abstenir en précisant que demander à France Télécom ce déploiement était "un vœu pieu". Les élus communistes ont appuyé la demande du Collectif en mettant en avant que ce déploiement était indispensable pour le développement économique de notre canton et pour éviter de créer des territoires à deux vitesses dans l'espace métropolitain Nantes- Saint Nazaire.



Aujourd'hui, grâce aux nombreux soutiens, le collectif a été reçu par France Télécom qui leur a précisé que de nouvelles possibilités de déploiement seraient envisagées et rendues publiques par l'envoi d'un courrier au maire de Savenay.

Eh oui, il y a parfois "des vœux pieux" qui grâce à un combat politique de tous (élus citoyens) qui se transforme en réalité.



**Recherche : quel avenir ?**

Nous venons de connaître une action forte du milieu de la recherche. Fait rare en soi qui image de l'extrême difficulté dans laquelle se retrouve le monde scientifique français.

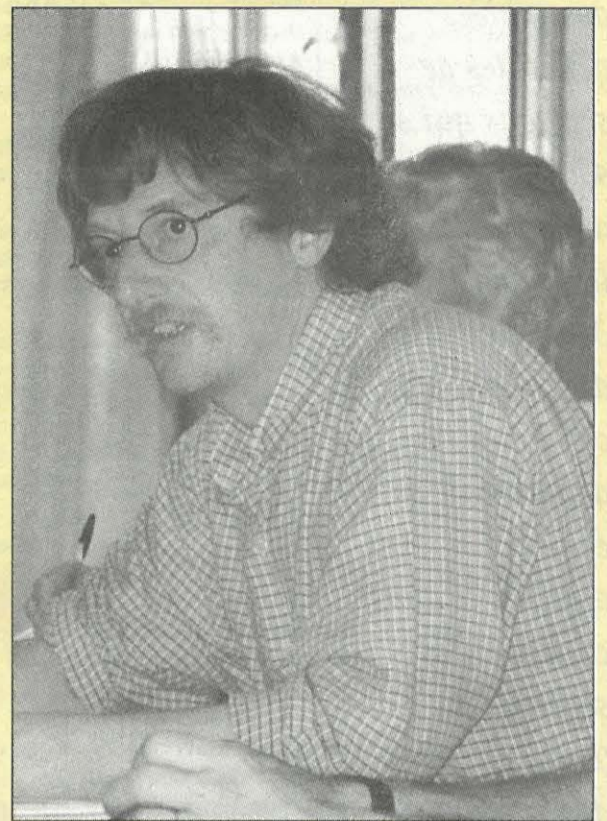
Paul ROBERT, ingénieur chercheur à l'INRA à Nantes, que nous avons contacté, nous donne ses impressions :

La politique qui se développe aujourd'hui en France est une politique anti-connaissance.

Mr CHIRAC nous avait promis lors des dernières élections d'amener le budget de la recherche à 3% du PIB de notre pays. Un an plus tard, la colère gronde dans les laboratoires et dans la rue. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement Raffarin annonce des diminutions drastiques des budgets affectés à la recherche publique : 160 millions de gel plus une amputation de 10% des crédits. Cette politique du gouvernement a pour objet de toujours mieux inscrire notre pays dans une logique de mondialisation capitaliste où tout est une marchandise. Le développement des connaissances mais aussi son appropriation par quelques uns, constitue des enjeux pour imposer la main mise d'une minorité quant aux retombées financières. Ne soyons pas dupes, c'est bien parce que notre gouvernement s'inscrit pleinement dans la politique de Maastricht avec notamment le pacte de stabilité que la recherche comme d'autres services publics sont aujourd'hui attaqués de plein fouet.

Face à la protestation du monde scientifique, portée notamment par des chercheurs de renom tels que François Jacob (Prix Nobel) ou encore Axel Kahn (généticien), le gouvernement à quelque peu reculé le 9 avril en annonçant le dégel des 160 millions. Cependant les crédits de la recherche restent toujours amputés de 10%. Le gouvernement maintient sa volonté de réduire la masse sala-

riale affectée à la recherche alors que l'on connaît déjà une baisse du nombre de chercheurs dans notre pays, une précarisation des jeunes chercheurs, le développement des CDD et la programmation à court terme de la recherche afin de répondre aux attentes de quelques grands groupes industriels.



Le monde, la société changent. Le développement des connaissances, ses retombées technologiques, son appropriation ne peuvent rester aux mains d'une minorité. Le partage des connaissances tout comme le partage des richesses sont à la base de la construction d'une société plus juste où tout à chacun sera en capacité de s'épanouir.



**32<sup>ème</sup> Congrès National du Parti Communiste**

Le 32<sup>ème</sup> congrès national du Parti Communiste Français s'est déroulé du 3 au 6 Avril à St Denis. Notre cliché s'est posé sur la délégation de Loire Atlantique qui avait été élue lors du congrès départemental de La Montagne.

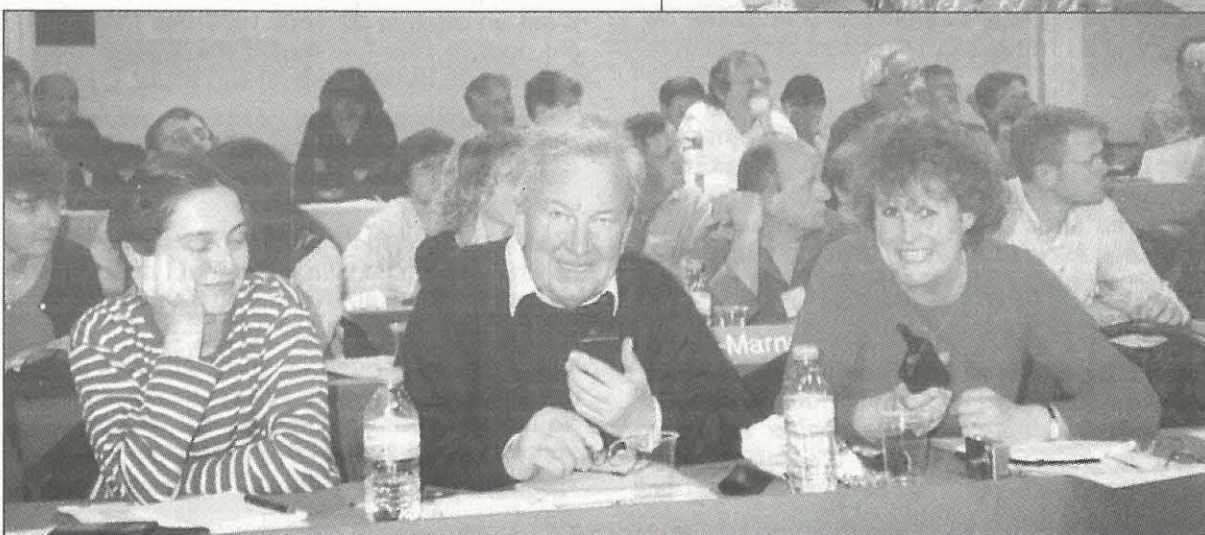
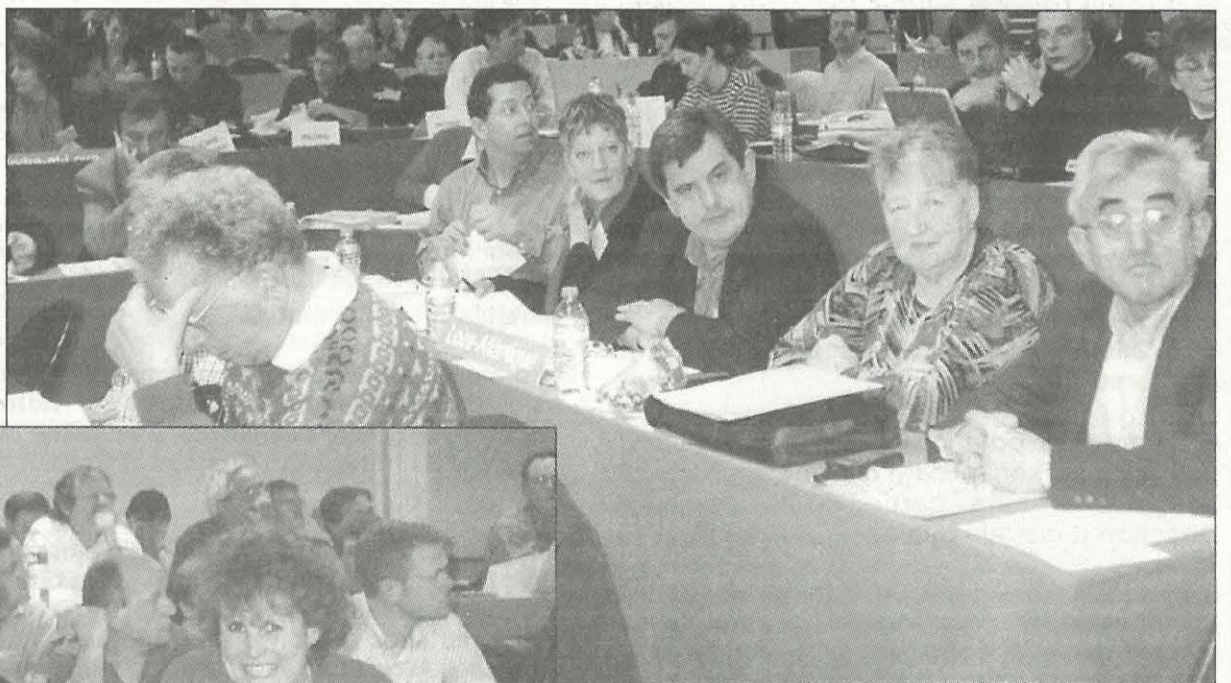


Photo du haut : Michel Rica – Roselyne Percevault – Michel Boutet – Gisèle Jouatte – Pierre Riou .

Photo du bas : Carole Launay – Michel Lucas – Marie Christine Delahaie. Gilles Bontemps était également délégué au Congrès mais ne figure pas sur les photos.

**Nantes Malakoff : à propos du Grand projet de Ville**

Le groupe Communiste à la Mairie de Nantes a décidé de s'abstenir sur ce dossier sans pour cela remettre en cause le fondamental du projet. Nous avons décidé d'aller plus loin sur ce sujet et de mieux apprendre les raisons de cette décision.

Le désengagement financier de l'État, précisent les Élus Communistes, tant sur le Grand Projet Ville en lui-même que sur l'ensemble des politiques sociales, porte un coup important aux volontés de renouvellement social et urbain. Le comportement de certains bailleurs sociaux, qui retardent leurs engagements, nous met aussi en difficulté.

Toujours est-il qu'aujourd'hui, pour toutes ces raisons et d'autres, le dialogue avec les habitants marque le pas avec pour conséquences un désarroi et une angoisse grandissants en ce qui concerne notamment la question du relogement.

Plusieurs questions se posent sans réponses :

- Quel dispositif met-on en place, par exemple, pour assurer sur le long terme, le suivi social des habitants qui, qu'ils le choisissent ou non, verront leur loyer augmenter de façon non négligeable ?
- Quelle prise en charge du déménagement est prévue pour ceux qui trouvent à se loger dans le secteur privé ?
- Que fait-on des gens hébergés, donc non titulaires d'un bail ?

*Les Élus Communistes formulent des propositions concrètes :*

Nous devons donc, dès maintenant, mettre en place tous les

dispositifs nécessaires à la réussite du relogement et, par delà les dispositifs, retourner vers la population. Nous devons donner l'information, aller la distribuer, donner des garanties fermes et, à chaque étape du projet, solliciter les habitants. Car nous ne devons jamais oublier un point fondamental : la plupart des habitants de Malakoff ne font pas le choix de par-

tir. Nos efforts doivent donc être à la hauteur des leurs. Le but ultime des Élus Communistes avec les habitants du quartier est que le Grand Projet de Ville qui est un plus certain pour le secteur Malakoff-Pré Gauchet, le soit aussi pour ceux à qui, par la force des choses, nous demandons de partir."



**Couëron : pharmacie de proximité**

Les Élus Communistes et Républicains de Couëron ne ménagent pas leurs efforts pour que, face au lobby des pharmaciens, l'intérêt général prédomine. C'est ainsi qu'ils ont proposés un vœu qui a été adopté à l'unanimité au Conseil municipal.

Dominique SANZ, Subdélégué, nous rappelle les faits :

*" ... L'hôpital souffre d'un manque d'infirmières, les infirmières libérales sont également en nombre insuffisant ce qui rend très difficile leur service de soins à domicile, le tout dans une logique de maîtrise compatible des dépenses de santé.*

*Ce petit rappel illustre toute l'importance des demandes et revendications qui émanent de la population.*

*L'une d'entre elle a débouché en 1999, sur la création d'un collectif pour des pharmacies de proximité.*

*Différentes actions menées par ce collectif, la population et les Élus ont permis de délimiter un périmètre de gardes qui, sans donner entièrement satisfaction, améliorerait sensiblement le service rendu aux assurés.*

*Le préfet, représentant de l'État, vient de mettre fin à cette expérience en ne prenant en considération que les arguments avancés par les pharmaciens.*



*Les Élus communistes et républicains de Couëron dénoncent cet état de fait, ils exigent une autre approche du problème posé et ils apportent leur soutien au collectif qui demande à être reçu par le préfet afin de pouvoir également exposer ses arguments.*

*Le Premier ministre prône à ses services et à l'administration de tout mettre en œuvre pour l'amélioration des services de proximité, force est de constater qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres, la réalité est bien différente."*

**LEROUX**

VOTRE GRAINETIER

DISTRIBUTEUR  
DES GRAINES

**VILMORIN**

JARDINERIE LEROUX

Les Six Chemins, route de Pornichet  
SAINT-NAZAIRE - Tél. 02 40 70 29 72

**Les centres de soins municipaux menacés**

Les uns après les autres, les centres de soins municipaux de l'agglomération nantaise voient leur existence mise en cause. Le plus ancien d'entre eux, créé en 1945 à Rezé a été fermé en 2002. Celui de Bouguenais, créé en 1971 a disparu au début de cette année. Aujourd'hui c'est celui de Saint-Herblain annonçant son désengagement financier. Il ne resterait dès lors que celui de Saint Sébastien : mais pour combien de temps ? Les élus communistes de l'agglomération nantaise s'en sont émus publiquement par la voix de Yann Vince, président du groupe communiste de la communauté urbaine, de Rosa Rincé, élue communiste à Indre et de Serge Plissonneau, président du groupe communiste de Saint-Herblain.

Ces services publics de santé de proximité avaient été mis en place par des municipalités de gauche pour répondre, en leur temps, aux besoins de la population, notamment en terme de vaccinations et de soins à domicile. Ces besoins ont naturellement évolué de même que le contexte dans lequel ces services publics évoluent. Ainsi ces municipalités ont-elles été confrontées à la mise en place de la CMU (couverture maladie universelle), à la nécessité de développer des missions de prévention santé, le maintien à domicile des personnes âgées, le tout dans un contexte de concurrence entre l'intervention publique et l'intervention d'infirmières libérales, de désengagement de l'Etat sur le plan hospitalier comme on vient de le voir avec la dotation par l'agence nationale d'hospitalisation du budget du CHU de Nantes.

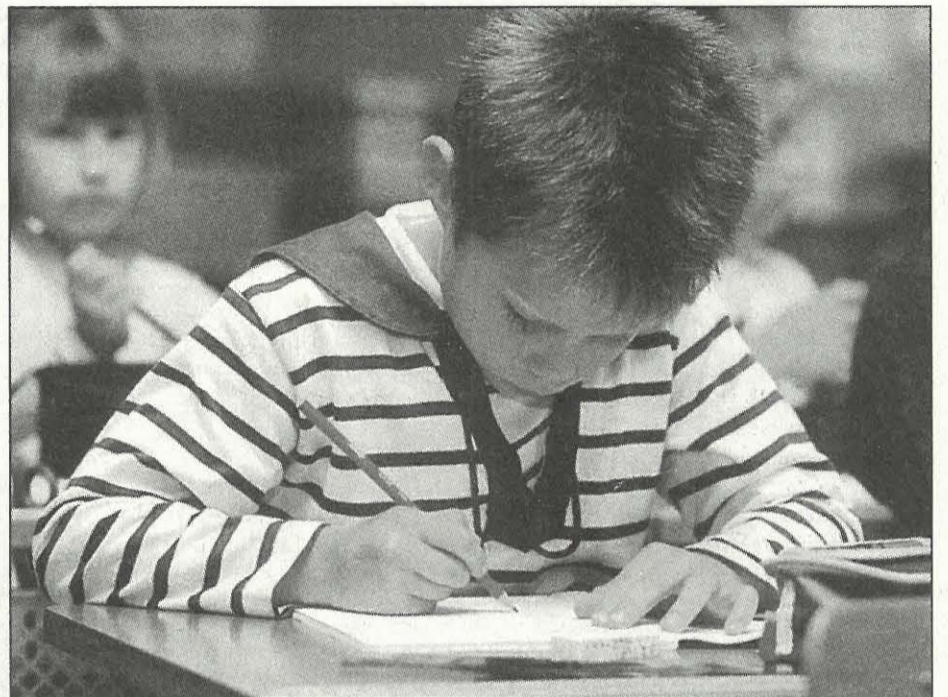
Les élus communistes regrettent que les conséquences de ces évolutions conduisent à supprimer des services de proximité dont l'existence répond à une attente de la population. Certes, le service public a un coût, les centres de soins sont sur le plan budgétaire, déficitaire. Mais ils estiment que les municipalités concernées ne peuvent, à l'exemple de l'Etat, se désengager à leur tour. Elles devraient en outre réfléchir à réorienter les missions de ces centres pour répondre aux besoins nouveaux de la population, l'accompagnement de certaines maladies de longue durée comme le Sida, le besoin de développer la prévention dans des domaines très divers (risque alcool, hygiène buccodentaire, violences faites aux femmes...) n'impliquent pas moins de service public, mais plus.

C'est pourquoi les élus communistes dénoncent les carences de l'Etat qui conduisent les collectivités locales à pallier ces carences. Ils dénoncent le dogme du coût des services publics " particulièrement lorsqu'il s'agit de la santé publique posant la question des moyens budgétaires des collectivités. Ils refusent la logique de fermeture des centres de soins. Ils souhaitent enfin que leurs missions soient diversifiées afin de prendre en compte les évolutions des besoins.

**Ecole : Ferry licencié...**

Lors de la présentation de son texte sur la création des assistants d'éducation, Luc Ferry a tenté de donner le change en assurant que la suppression de 20 000 emplois jeunes qui l'accompagne, dès la fin de cette année, ne constituait en rien un retour à la "situation antérieure". Dans la bouche du ministre de l'Éducation, le projet ne viserait à rien d'autre que "d'instituer un dispositif qui prenne le relais de ces emplois-jeunes" rendu nécessaire par l'impossibilité de "les pérenniser dans le même dispositif". Au cœur du projet, la refonte du statut des 40 000 surveillants des collèges et lycées (MI-SE), appelés à disparaître à terme tout comme les aides-éducateurs. Ces assistants d'éducation seront donc amenés à remplacer à la fois les deux catégories de personnel. Le projet s'accompagne d'une réforme complète du recrutement des personnels, désormais laissés à la discrétion des établissements, d'un allongement des horaires par rapport aux MI-SE pour un salaire identique ou encore de la possibilité introduite de contrats très précaires. Politique de rigueur oblige, le solde de l'opération s'annonce largement négatif : aux 20 000 postes cités plus haut, auxquels il faut ajouter 5600 MI-SE dont la suppression avait

été annoncée dès septembre, seuls 16 000 de ces "nouveaux" emplois se substitueront. Soit une perte sèche de 10 000 emplois. La communauté éducative, les parents d'élèves, les étudiants, les lycéens ne s'y trompent pas non plus, qui ont dénoncé, dans une lettre ouverte signée de la plupart de leurs organisations le "nouveau statut d'assistant d'éducation", "très inférieur à celui des MI-SE" et les réductions d'effectifs auquel il sert de prétexte. C'est une opposition à peu près dans les mêmes termes qu'ont exprimés les députés de gauche à l'Assemblée nationale. Avec cependant des stratégies différentes selon les groupes. En optant pour le dépôt de trois mille amendements au projet, les socialistes ont reconduit une stratégie risquée, déjà tentée lors de l'examen récent de la réforme des modes de scrutin dont le gouvernement s'était saisi comme d'une aubaine pour couper court à tout débat en faisant adopter son texte par la procédure du 49-3. Les députés communistes ont préféré concentrer leurs objections de fond en trente-huit amendements, prolongeant leur geste par la présentation, le jour même de la venue en discussion du projet Ferry, d'une proposition véritablement alternative



au-sort réservé aux emplois-jeunes. Le gouvernement paraît pourtant décidé à passer en force. On dit que des chefs d'établissements auraient déjà reçu de leur rec-

teur une note détaillant le recrutement des futurs assistants d'éducation avant même que le sujet ne soit débattu par la représentation nationale.

**EDF : l'ouverture du capital n'est pas inéluctable**

Moins mauvais que prévus, les comptes d'EDF montrent cependant que la stratégie de privatisation à marche forcée, prônée par le gouvernement Raffarin et relayée par le président de l'entreprise publique a du plomb dans l'aile.

La CGT n'a d'ailleurs pas manqué de faire remarquer qu'il n'était pas nécessaire d'ouvrir le capital de l'entreprise pour qu'elle se développe. La publication des comptes 2002 d'EDF fait ressortir un bénéfice divisé par près de deux.

Les comptes de l'entreprise publique se soldent par un résultat net positif mais en baisse de 42%. Avec un chiffre d'affaires en hausse de 18% et un résultat brut d'exploitation en hausse de 17%, le président François Roussely s'est félicité de la bonne résistance d'EDF en 2002 malgré une "conjuncture difficile". Il a réaffirmé que l'ouverture du capital d'EDF était une nécessité absolue. Mais avec des fonds propres de 13 milliards d'euros contre un endettement financier de 25 milliards et un bilan de quelque 144 milliards, il estime que l'entreprise est "sous capitalisée". Dans ces conditions "le changement de statut juridique, l'ouverture du capital s'imposent et s'imposeront au meilleur moment", a-t-il ajouté, rappelant qu'il revenait à l'Etat, actionnaire, de fixer le calendrier. Ce n'est pas bien sûr l'opinion des salariés, celle de la fédération CGT des mines et de l'énergie, laquelle, dans une déclaration, rappelle que "l'examen des comptes d'EDF montre une fois de plus qu'il n'est pas nécessaire d'ouvrir le capital pour assurer son développement".

Or, l'une des étapes du processus d'ouverture du capital est la réforme du financement du régime de retraite particulier. On se souvient qu'une majorité des agents EDF a rejeté des conclusions des négociations qui ont eu lieu sur ce sujet à la fin de l'année dernière. Refusant de préciser à combien se monterait la provision que devra prendre le groupe pour financer ces retraites, le président d'EDF a simplement indiqué que "le but de ces négociations est que, d'ici la fin de l'année, EDF ait des charges de retraite identiques à celles des autres électriciens (25 à 30 % du résultat d'exploitation)".

La publication des comptes a d'une certaine manière relancé l'idée d'une fusion entre l'électricien et Gaz de France, une proposition portée par la CGT-Energie. Le président d'EDF a jugé l'idée "bonne et séduisante" mais "sans doute pas acceptable par Bruxelles".

**En bref**

**CPAM de Saint-Nazaire**

La lecture est pour le moins différente entre le syndicat CGT et la direction sur les besoins en personnel pour répondre à l'attente des assurés. Il manque en effet une vingtaine de postes selon le syndicat qui se voit répondre qu'il y a diminution des charges de travail avec le traitement des dossiers par la carte Vitale donc... pas besoin d'emplois supplémentaires. Il est toujours facile pour la direction de trouver qu'il y a trop d'emplois quand elle s'interroge dans le même temps de l'avenir du centre d'examen de santé. Affaire à suivre.

**APPLIX : Suppression d'emplois annoncés**

Ce n'est pas parce que l'on a réalisé 6 millions d'euros de bénéfices déclarés en 2001 que l'on s'estime satisfait quand on dirige l'entreprise numéro 1 de scratches au monde. C'est ce que l'on peut penser après l'annonce de 37 licenciements à l'usine du Cellier qui compte un effectif de 430 salariés. Une fois de plus ce n'est pas l'emploi qui détermine la stratégie de l'entreprise mais bien sur "le nerf de la guerre". Qu'importe pour l'homme pourvu qu'il y ait la bourse une nouvelle fois...

**CHANTIERS : Après les indiens, les grecs**

Il aura fallu 22 jours de grève pour que les salariés de l'entreprise grecque Ippokampos puissent entrevoir l'espoir de toucher les arriérés de plusieurs mois de salaire qui ne leur avaient pas été versés. Les Chantiers de l'Atlantique on en effet donné leur accord pour payer une partie des retards dans la limite des sommes qu'ils devaient à l'entreprise grecque. Une bagatelle puisque l'on parle de 120 000 à 150 000 Euros qui représenteraient 30 à 40 % des sommes dues aux salariés. Vraiment les Chantiers font en ce moment fort, pour le moins, dans le choix de leur sous-traitance. Il est vrai que là encore ce n'est pas la morale qui guide mais l'argent.

**Quand Bruxelles s'en mêle**

Nous avons vu lors de la condamnation de l'Union Départementale CGT et de son secrétaire que la justice n'hésitait pas à prononcer de lourdes sanctions financières à l'encontre de ceux qui refusaient "l'ordre établi". La nouvelle étape franchie par la commission européenne confirme cette orientation puisqu'elle vient de condamner 6 organisations françaises de paysans à une amende de 16,7 millions d'euros pour "entente illicite sur les prix". Mais jusqu'ou iront-ils si on ne les arrête pas ?...

### Notre Dame des Landes

Les communistes du département multiplient les initiatives de distribution du supplément des "Nouvelles" consacré aux questions du projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes qui a été tiré à 25 000 exemplaires.

C'est ainsi que de nombreux exemples nous sont rapportés :

dans la région de BOUGUENAIS et de REZE, directement touchée par la situation actuelle et à venir du survol des avions, mais également sur la Basse Loire, à COUERON et SAVENAY, à ST-HERBLAIN dans les principales entreprises, à CHATEAUBRIANT, dans la Presqu'île Guérandaise sur le marché de PORNICHET.

D'autres initiatives sont également prévues à ST-BREVIN, à NANTES, à ST-NAZAIRE

ou dans la région de ST-SEBASTIEN.

" Nous nous permettons d'ouvrir le débat différemment " nous confiait l'un des militants qui distribuait le " 4 pages " sur un marché de l'agglomération nantaise. " En effet, il ne s'agit plus de figer les positions comme le font les opposants au projet, mais bien de parler des besoins en terme d'avenir économique et ensuite de décliner ce qu'il faut faire pour y répondre. Une telle démarche a le mérite d'aller jusqu'au bout des choses et de parler de toutes les questions en essayant de construire des réponses et non pas de les rejeter ".

D'autres initiatives vont être prises dans les semaines qui viennent par la Fédération du Parti Communiste de Loire-Atlantique. Nous ne manquerons pas d'en faire l'écho.

### Une visite "militante" de l'exposition Jules Grandjouan

Mercredi 9 avril, 16 heures, dans la cour du musée du Château des Ducs de Bretagne balayée par de violents tourbillons de poussière, arrivent peu à peu les Amis et Lecteurs de l'Humanité devant la porte du "Harnachement", le bâtiment dans lequel se trouve l'expo.

Une petite banderole rouge, en signe de ralliement, porte le nom du journal de Jaurès. A 16h30, ils sont 72 à avoir acquitté leur droit d'entrée et dans le grand hall avec Jean Pierre LANDAIS, c'est Bertrand GUILLET, commissaire de l'exposition, qui les accueille : il dit la genèse de l'œuvre, en souligne le caractère d'actualité, en déchiffre les messages avec un professionnalisme qui ravit les auditeurs. La visite peut commencer le parcours entre les panneaux n'est pas simple vu l'affluence et accéder de près pour apprécier les détails de chaque œuvre demande un peu de temps, mais tout cela s'organise gentiment, d'autant plus que Bertrand GUILLET est resté, va de groupe en groupe et se fait manifestement un plaisir de donner détails et explications. Etonnement, émotion, admiration, appropriation du message sont les principales réactions et beaucoup se promettent de revenir afin de savourer plus

longuement la production de cet artiste nantais engagé (voir NLA du 20/03 et du 08/04). Un reporter d'Ouest France circule et recueille les impressions des participants.

Mais l'heure de la fermeture sonne, à regret on quitte les lieux, mais c'est pour se retrouver (à environ 30) au bar du "Lieu Unique" pour échanger autour de l'expo, de l'HUMA, et des suites à donner. De cette discussion amicale, il ressort que l'environnement universitaire, syndical, associatif, culturel et politique dans lequel chacun évolue est riche, tout le monde connaît un historien, un sociologue, un créateur, un philosophe et l'on peut dès lors envisager des "événements" du genre "HUMA-Café" 3 ou 4 fois par an, soit à Nantes, soit à Saint-Nazaire, voire à la Roche-sur-Yon.

Dans un futur proche par exemple - et sans préjuger d'une préparation locale des ASSISES DE L'HUMANITE, le 24 mai à Saint-Denis - la question "Que reste-t-il de Grandjouan dans la mémoire du PCF44 ?" pourrait réunir, dans une rencontre-débat, historiens et témoins (ils existent) ; la presse locale attend un tel débat.

Alors ? A bientôt !

### IMPOTS : toujours plus

La discussion dans les communes et les structures intercommunales des budgets a soulevé le tollé et l'inquiétude des Élus Communistes et Républicains.

A Saint-Herblain, à Couëron, à Savenay, à Bouguenais, à Vertou pour n'en citer que quelques unes, mais aussi dans les structures intercommunales à la Carène ou à la Communauté urbaine de Nantes, une même situation, un même effet.

Il faut "bouclier" les budgets nous dit-on, et pour ce faire, en tenant compte du désengagement de l'État et des charges de plus en plus lourdes à supporter, une seule solution : augmenter l'impôt.



On se retrouve ainsi devant cette situation non pas paradoxale mais concrète d'un gouvernement qui dit "je baisse les impôts" et des communes et intercommunalités qui disent "j'augmente les impôts".

Cette situation est d'autant plus palpable que les communes et structures intercommunales rechignent à mettre tout le monde sur le même pied d'égalité. En un mot, on fait payer le contribuable par le biais de la Taxe d'Habitation et la Taxe foncière et on oublie de faire payer les entreprises avec la Taxe professionnelle ou quand il existe, le Versement transport.

C'est ainsi que dans de nombreuses villes parmi celles citées en début d'article, les impôts locaux à charges des citoyens ont augmenté de 2 à 6% (souvent 5%) alors que les entreprises ne mettrons pas un centime d'euro dans la caisse voir plus paradoxale, les entreprises de Savenay verront leur Taxe professionnelle baissée de 5% quand les impôts locaux augmenteront de 5%.

Partout, les Élus Communistes et Républicains ont dénoncé cette situation et exigé que l'État prenne toutes ses responsabilités.

Dans le même temps, ils proposent des orientations budgétaires qui conduisent à ne plus épargner les entreprises. A la Communauté urbaine de Nantes, les reculs successifs pour mettre à l'ordre du jour l'augmentation du Versement transport payé par les entreprises pénalisent lourdement les habitants.

" Il est grand temps, nous confie Yann VINCE, Président du groupe communiste à la CU, que soit inscrit à l'ordre du jour l'augmentation du Versement transport. C'est juste, c'est équitable, c'est nécessaire. "

## SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE MARBRERIE 44



**Patrick LE ROGNON**

24 H sur 24  
7 jours sur 7

**SAINT-NAZAIRE et sa Région**

5, place F. Blancho  
**02.40.01.86.88**

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrat d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité
- Convention retraités C.G.T.

N° Vert 0 800 196 550



**PÉPINIÈRES  
ENVIRONNEMENT  
SERVICES**

Création - Entretien de Parcs et Jardins  
Expo - vente de Végétaux

Voie Express Pornichet  
SAINT-NAZAIRE

**Tél. 02 40 53 00 27**

# Ça se passe chez nous

## Chantiers : l'urgence des commandes

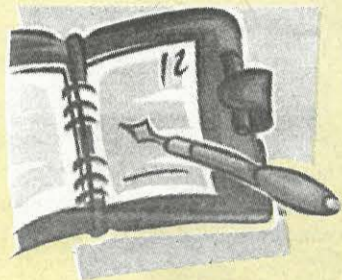
Le plan de charge des Chantiers est au plus mal. Certes la presse s'accorde à photographier sous tous les angles le Queen Mary 2, mais après cette réalisation de haute technologie qu'advient-il ?

La CGT des Chantiers multiplie ses interventions pour obtenir de nouveaux marchés et dans l'immédiat deux commandes qu'il estime capital dans la période :

Un nouveau car ferry pour la société Sea France (filiale de la SNCF) et un méthanier pour Gaz de France.

C'est ainsi que le syndicat s'est adressé au sous préfet de Saint-Nazaire pour exprimer son inquiétude et pour dire clairement la responsabilité du gouvernement dans la défense de la construction navale.

## Agenda



Différentes réunions ont été programmées dans les sections pour rendre compte aux adhérents du 32<sup>ème</sup> Congrès et pour organiser le fonctionnement des différentes structures issues des assemblées générales de sections.

- **Sud Loire** : Réunion du Comité local le mardi 15 avril.
- **Nantes** : Assemblée générale le 15 mai.  
Réunion du Comité local le 21 mai.
- **Saint-Nazaire** : Assemblée générale des adhérents le jeudi 17 avril.
- **Brière** : Comité de section le 22 avril.

Comité  
Départemental :  
le 16 avril



Dans cette période particulièrement grave pour l'emploi dans la région nazairienne et au-delà pour l'économie locale, il est en effet important que chacun prenne toutes ses responsabilités. Se faire n'est nullement entré dans une stratégie de repli sur soi même, au contraire.

Pouvons nous en effet croire que ces commandes d'entreprises nationales pourraient être passées à d'autres Chantiers européens (ils sont 4 en liste). Qui sont prêts à saisir l'opportunité pour garnir leur carnet de commandes.

Il ne s'agit pas dans cette affaire de considérer seulement l'emploi aux Chantiers ( ce qui est déjà très important) c'est de toute l'économie locale, du dynamisme dont la région nazairienne a fait preuve ces dernières années dont il est question

Abonnez-vous  
aux Nouvelles

10 euros  
pour l'année

Vous recevrez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.

Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques à PCF - Fédération de Loire-Atlantique  
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES



Une erreur s'est glissée dans notre dernier numéro. La fête des Nouvelles se déroulera bien les 7 et 8 juin 2003 au Parc Paysager de Saint-Nazaire, c'est-à-dire le samedi et le dimanche du week-end de la Pentecôte.

## Concorde

Les communistes se sont adressés aux salariés de l'aéroport de Saint-Nazaire, suite à la décision d'arrêter l'exploitation du Concorde en ces termes.

" Air France et British Airways viennent d'annoncer que les supersoniques " Concorde " achèveraient fin octobre leur prestigieuse carrière, entamée il y a plus de 30 ans.

Des facteurs de rentabilité sont évoqués comme motif essentiel de cette décision qui survient à un moment où le transport aérien est durement affecté par le contexte international.

Cette décision est prématurée. L'abandon de Concorde sans nouvel avenir pour le supersonique est une erreur.

Le PCF réaffirme la nécessité d'une reprise des études pour donner à Concorde un successeur.

Nous souhaitons pour cela une démarche active du pôle aéronautique public en France, visant une coopération universelle.

La question demeure, et les équipes existent pour conduire un projet sur un avion d'une toute autre génération et visant un public plus vaste.

Une nouvelle aventure industrielle pourrait aujourd'hui commencer avec de l'audace au service du développement des liens entre les peuples.

Il faut en effet se souvenir que le projet "Concorde" soutenu dès l'origine par les forces syndicales de l'aéronautique et les militants communistes, a été un facteur décisif pour le développement de l'industrie française, notamment par ses retombées technologiques sur le programme Airbus.

L'aventure peut se renouveler, il faut pour cela une volonté publique.

Nous affirmons par ailleurs notre soutien aux personnels de maintenance et aux pilotes dont les compétences ne doivent pas être bradées."